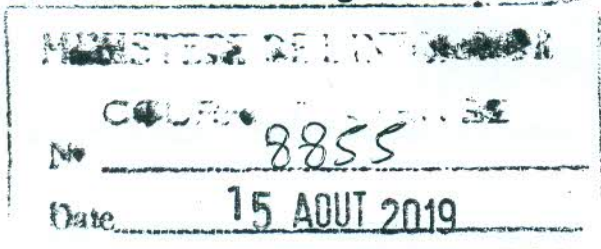


**Fraternité-Travail-Progrès**



du 17 juin 2019

portant statut autonome du  
personnel des Collectivités  
Territoriales.

- Vu la Constitution ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code général des Collectivités Territoriales de la République du Niger et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu la loi n° 2007-26 du 23 juillet 2007, portant statut Général de la Fonction Publique de l'Etat ;

**LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,  
L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE,  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI  
DONT LA TENEUR SUIT :**

## **TITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES**

### **Chapitre premier : Du champ d'application**

**Article premier :** La présente loi fixe les règles de gestion des emplois et des agents des collectivités territoriales.

Elle s'applique aux fonctionnaires des collectivités territoriales, aux agents de l'Etat mis en position de détachement auprès des collectivités territoriales et des établissements publics y relevant sous réserve des dispositions du Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat prévues en matière de détachement.

Sont exclus du champ d'application du présent statut, les membres des organes exécutifs et délibérants, les personnels contractuel ou temporaire, le personnel auxiliaire ainsi que le personnel des établissements publics des collectivités territoriales qui présentent un caractère industriel ou commercial.

**Article 2 :** Un décret pris en Conseil des Ministres fixe le statut du personnel auxiliaire des collectivités territoriales.

**Article 3 :** Est fonctionnaire de collectivité territoriale, toute personne nommée dans un emploi permanent et titularisée dans un grade de la hiérarchie administrative des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant.

**Article 4 :** L'accès aux emplois permanents visés à l'article 7 ci-dessous ne peut avoir lieu que dans les conditions prévues par la présente loi.



**Article 5 :** L'occupation d'un emploi permanent par un fonctionnaire détaché ou un contractuel ne lui confère pas la qualité de fonctionnaire de collectivité territoriale.

## **Chapitre 2 : De la Typologie des emplois**

**Article 6 :** Les emplois sont des postes de travail dont les attributions sont nécessaires au fonctionnement de la collectivité territoriale.

Aucune création d'emplois permanents ne peut intervenir en dehors des cadres organiques et des autorisations budgétaires de la collectivité territoriale.

Il ne peut être pourvu à un emploi permanent par un agent détaché ou contractuel que lorsqu'il n'existe pas de fonctionnaire de collectivité territoriale ayant les qualifications et mérites nécessaires pour l'occuper.

La liste des emplois permanents prévus à l'article 7 ci-dessous est déterminée par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition conjointe du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales et du Ministre chargé de la Fonction Publique.

**Article 7 :** Il existe trois (3) types d'emplois permanents au niveau des collectivités territoriales :

- les emplois de conception, d'encadrement, d'orientation, de direction, de coordination, d'étude et de conseil ;
- les emplois d'application ;
- les emplois d'exécution et d'appui.

**Article 8 :** Les emplois de conception, d'encadrement, d'orientation, de direction, de coordination, d'étude et de conseil se rapportent à ceux où sont exercées des fonctions ou des tâches d'orientation, de formulation et d'élaboration des politiques et stratégies des collectivités territoriales.

Les emplois d'application se rapportent à ceux où sont exercées des fonctions ou des tâches de mise en application des orientations et des politiques dans les services publics des collectivités territoriales.

Les emplois d'exécution et d'appui se rapportent à ceux où sont exercées des fonctions ou des tâches d'appui conformément aux directives ou instructions données par le supérieur hiérarchique immédiat.

## **Chapitre 3 : De la structure des personnels**

### **Section 1 : des corps et des cadres**

**Article 9 :** L'ensemble des agents des collectivités territoriales soumis aux mêmes conditions de recrutement et ayant vocation à exercer le même emploi, constitue un corps.

Les corps relevant d'une même branche technique ou spécialité administrative, constituent un cadre.

**Article 10 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale peut être exceptionnellement autorisé à changer de cadre, soit dans l'intérêt du service, soit pour des raisons de santé constatées par un conseil de santé dûment agréé, à condition que l'intéressé soit apte à remplir les fonctions afférentes au nouvel emploi.

Le changement de cadre est autorisé par arrêté du Président du conseil de la collectivité territoriale après avis de la commission de titularisation et d'avancement, prévue à l'article 18 ci-dessous.

Le fonctionnaire reversé dans un autre cadre perd le bénéfice de l'ancienneté acquise dans son cadre d'origine. Il est astreint au stage probatoire dans le nouveau cadre.

**Article 11 :** Les cadres d'emploi des collectivités territoriales sont :

- Administration générale ;
- Administration financière et comptable ;
- Administration fiscale ;
- Topographie ;
- Cadastre ;
- Domaines ;
- Hydraulique et équipement rural ;
- Santé ;
- Action sociale et promotion humaine ;
- Hygiène et assainissement ;
- Ressources Animales ;
- Travaux publics ;
- Education ;
- Agriculture ;
- Environnement ;
- Communication et information ;
- Secrétariat ;
- Documentation et archives ;
- Informatique ;
- Statistique ;
- Planification et aménagement urbain ;
- Transport ;
- Energie ;
- Police municipale ;
- Protection civile ;
- Jeunesse, sports et culture.

D'autres cadres peuvent être créés ultérieurement en tant que de besoin.

Les corps sont créés à l'intérieur de chaque cadre par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport conjoint du Ministre chargé des collectivités territoriales et du Ministre chargé de la Fonction Publique.

Les cadres et les corps sont créés en fonction des besoins et des capacités de recrutement des collectivités territoriales et selon qu'elles sont urbaines ou rurales.

Des décrets pris en Conseil des Ministres déterminent les statuts particuliers des cadres d'emploi des collectivités territoriales prévus au présent article.



## **Section 2 : Des catégories**

### **Paragraphe 1 : Des dispositions communes à toutes les catégories**

**Article 12 :** Les emplois ou corps de fonctionnaires des collectivités territoriales sont classés et répartis suivant leur niveau de recrutement en trois (3) catégories désignées dans l'ordre hiérarchique décroissant par les lettres A, B, C.

La catégorie A donne vocation à occuper les fonctions de direction, de conception, de coordination, d'encadrement, de contrôle, d'étude et de conseil.

La catégorie B ou catégorie d'application donne vocation à occuper les fonctions d'encadrement, d'assistance des cadres de direction dans la réalisation de leurs tâches ainsi que les fonctions d'application des règlements ou techniques spécifiques.

La catégorie C ou catégorie d'exécution spécialisée donne vocation à occuper les fonctions d'exécution exigeant certaines connaissances générales ou spécialisées et des aptitudes particulières.

Les emplois de chaque catégorie sont répartis en deux (2) ou trois (3) échelles désignées dans l'ordre décroissant par les chiffres 1, 2 et 3 et ce, en harmonie avec la grille de traitement des fonctionnaires des collectivités territoriales.

La nature des diplômes requis pour accéder aux différentes catégories et à leurs échelles est déterminée par le décret portant modalités d'application de la présente loi et les décrets portant statuts particuliers des différents cadres.

### **Paragraphe 2 : De la catégorie A**

**Article 13 :** La catégorie A ou catégorie de direction comprend les fonctions de Direction, de coordination et de contrôle ainsi que les fonctions de conception, d'étude et de Conseil. Elle comporte trois (3) échelles :

- la catégorie A1 : Emplois de fonctionnaires dont le niveau de recrutement est celui du doctorat, du diplôme d'études approfondies (DEA), du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) du master, d'un diplôme de niveau Bac + 5 ans ou de tous autres diplômes de formation reconnus équivalents;
- la catégorie A2 : Emplois de fonctionnaires dont le niveau de recrutement est celui de la maîtrise, de la licence de l'enseignement supérieur, d'un diplôme de niveau Bac + 3 ou 4 ans ou de tous autres diplômes de formation professionnelle reconnus équivalents.
- la catégorie A3 : Emplois de fonctionnaires dont le niveau de recrutement est celui du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) d'Etat, d'un diplôme de niveau Bac + 2 ans ou de tous autres diplômes de formation professionnelle reconnus équivalents.



### **Paragraphe 3 : De la catégorie B**

**Article 14 :** La catégorie B ou catégorie d'application comprend les fonctions d'assistance des cadres de direction dans la réalisation de leurs tâches ainsi que les fonctions d'application des règlements ou de techniques spécifiques. Elle comporte les deux (02) échelles suivantes :

- la catégorie B1 : Emplois de fonctionnaire dont le niveau de recrutement est celui des diplômes de formation professionnelle reconnus équivalents à BEPC + 4 ans ou Bac + 1 an ;
- la catégorie B2 : Emplois de fonctionnaire dont le niveau de recrutement est celui des diplômes de formation professionnelle reconnus équivalents à BEPC + 3 ans.

### **Paragraphe 4 : De la catégorie C**

**Article 15 :** La catégorie C ou catégorie d'exécution spécialisée comprend les fonctions d'exécution exigeant certaines connaissances générales ou spécialisées et des aptitudes particulières. Elle comporte les deux (2) échelles ci-après :

- la catégorie C1 : Emplois de fonctionnaires dont le niveau de recrutement est celui du BEPC et d'un diplôme professionnel exigeant deux (2) années de formation ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;
- la catégorie C2 : Emplois de fonctionnaires dont le niveau de recrutement est celui du BEPC et d'un Diplôme professionnel exigeant une (1) année de formation, du Certificat d'Aptitude Professionnelle ou de tout autre diplôme de formation reconnu équivalent.

## **Section 3 : Des grades et des échelons**

**Article 16 :** Chaque corps comprend des grades ou classes. Le grade est le titre qui confère à ses bénéficiaires la vocation à exercer un des emplois qui leur sont réservés.

Les grades ou classes des fonctionnaires des collectivités territoriales sont subdivisés en échelons ainsi qu'il suit :

- 1- le grade initial (deuxième classe) comportant quatre (4) échelons ;
- 2- le grade intermédiaire (première classe) comportant trois (3) échelons ;
- 3- le grade principal (ou classe principale) comportant trois (3) échelons ;
- 4- le grade terminal (ou classe exceptionnelle) comportant quatre (4) échelons.

La subordination hiérarchique est rattachée au poste d'emploi.

## **TITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION DU PERSONNEL**

### **Chapitre premier : Des organes de direction**

**Article 17 :** Le Président du Conseil de la Collectivité Territoriale est le chef de l'Administration de son entité. Il est le chef hiérarchique du personnel et à ce titre, il nomme aux différents emplois de la Collectivité Territoriale conformément aux lois et règlements en vigueur.



## **Chapitre 2 : Des organes consultatifs paritaires**

**Article 18** : Il est institué auprès du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales et auprès du président du conseil de la collectivité territoriale des organes consultatifs paritaires au sein desquels siègent, en nombre égal, des représentants de l'administration et ceux du personnel des collectivités territoriales par l'intermédiaire de leurs syndicats et/ou des représentants désignés par les agents.

Les organes consultatifs paritaires se prononcent sur les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services des collectivités territoriales, à l'élaboration des textes statutaires et à l'examen des décisions individuelles relatives à la carrière des fonctionnaires des collectivités territoriales.

Ces organes sont :

- le Conseil consultatif de la fonction publique territoriale ;
- le Conseil de discipline ;
- les Commissions de titularisation et d'avancement;
- les Comités techniques paritaires ;
- les Comités ad' hoc d'évaluation du personnel.

**Article 19** : Le Conseil consultatif de la fonction publique territoriale est institué auprès du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.

Il comprend, en nombre égal, des représentants de l'administration territoriale et des représentants des syndicats des agents des collectivités territoriales les plus représentatifs. Il est présidé par le Ministre chargé des collectivités territoriales ou son représentant.

Il a compétence pour émettre des avis sur toutes les questions d'ordre général concernant les emplois et les agents des collectivités territoriales et sur toute autre question spécifique dont il est saisi.

**Article 20** : Il est créé auprès du Président du Conseil de chaque collectivité territoriale, un Conseil de discipline et une Commission de titularisation et d'avancement qui comprennent, en nombre égal, des représentants de l'administration des collectivités territoriales et des représentants des agents.

Le Conseil de discipline a compétence consultative en matière de sanctions disciplinaires de second degré.

La Commission de titularisation et d'avancement émet un avis sur les projets de titularisation des fonctionnaires stagiaires et de promotion au grade des fonctionnaires des collectivités territoriales.

**Article 21** : Il est institué auprès du président du conseil de chaque collectivité territoriale, des Comités techniques paritaires chargés d'émettre des avis sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales et sur la gestion et la formation des fonctionnaires.

**Article 22** : Il peut être créé en cas de besoin, dans chaque collectivité territoriale, un comité ad hoc d'évaluation paritaire qui émet des avis sur les contentieux portant sur l'évaluation.



A cet effet, il procède à la réévaluation des conditions dans lesquelles le cahier des charges a été exécuté. Il est composé de deux (2) représentants de l'Administration et de deux (2) représentants de l'agent concerné par l'évaluation.

**Article 23 :** La composition, le fonctionnement et le mode de désignation des membres des organes consultatifs paritaires prévus à l'article 18 de la présente loi sont déterminés par arrêté du Ministre chargé des collectivités territoriales.

### **TITRE III : DU RECRUTEMENT, DU STAGE PROBATOIRE ET DE LA TITULARISATION**

#### **Chapitre premier : Des conditions générales de recrutement**

**Article 24 :** L'accès à un premier emploi permanent d'une collectivité territoriale est ouvert par voie de concours direct, à égalité de droits, sans distinction aucune, à tout nigérien remplissant les conditions exigées pour chaque emploi à pourvoir.

L'accès à un emploi permanent d'une collectivité territoriale, dont l'objet est l'accession à un emploi supérieur, est ouvert par voie de concours professionnel, à égalité de droit, à tous les candidats remplissant les conditions exigées pour se présenter audit concours.

Tout recrutement doit, sous peine de nullité, avoir pour but de pourvoir à un emploi dont le besoin a été exprimé et développé dans la note explicative jointe au budget, au moment de son examen par le Conseil de la collectivité territoriale concernée.

Dans ce cas, la délibération portant adoption de ce budget vaut autorisation de recrutement, accordée à l'ordonnateur du budget.

**Article 25 :** Nul ne peut être nommé à un emploi permanent dans le cadre de l'administration d'une collectivité territoriale, s'il ne remplit les conditions ci-après :

- être de nationalité nigérienne ;
- jouir de ses droits civiques ;
- être de bonne moralité ;
- remplir les conditions d'aptitude physique et mentale requises pour l'exercice de l'emploi de recrutement ;
- ne pas faire l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme de trois (3) mois au moins ou de dix-huit (18) mois au moins avec sursis ;
- justifier des titres de formation exigés pour l'emploi ouvert ;
- être âgé de dix-huit (18) ans au moins et de quarante ans (40) ans au plus, au 31 décembre de l'année du recrutement ;
- avoir subi avec succès les épreuves d'un concours de recrutement ;
- n'avoir pas été radié d'un cadre de la Fonction Publique de l'Etat ou des Collectivités territoriales.

Toutefois, la limite d'âge peut être prorogée à concurrence de cinq (5) ans au maximum d'une durée égale à celle du service national ou de service en qualité d'agent contractuel effectué dans une Administration publique d'une collectivité territoriale, des services auxiliaires accomplis dans la collectivité territoriale ou à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation des pensions.



**Article 26** : Les recrutements s'effectuent par voie de concours ouverts par arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale.

Ils font obligatoirement l'objet, par le Président du Conseil de la collectivité territoriale, d'une publicité sous la forme d'un appel à candidature.

**Article 27** : Le concours est le mode de recrutement par lequel, des candidats sélectionnés sont soumis à des épreuves à l'issue desquelles ceux reconnus aptes, sont classés par ordre de mérite, par un jury et déclarés admis, dans la limite des emplois à pourvoir, par arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale qui recrute.

**Article 28** : Les concours pour le recrutement des fonctionnaires des collectivités territoriales s'effectuent selon les modes ci-après :

- le concours direct, ouvert aux candidats justifiant des qualifications et des diplômes requis à la recherche d'un premier emploi dans la collectivité territoriale ;
- le concours professionnel réservé aux fonctionnaires de collectivité territoriale occupant les emplois immédiatement inférieurs à ceux auxquels les concours donnent accès.

La composition des dossiers de candidatures est fixée par arrêté du président du Conseil de la collectivité territoriale.

Les matières, les programmes et les modalités de déroulement de ces concours sont fixés en fonction de l'emploi à pourvoir, par arrêté conjoint du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales et du Ministre chargé de la Fonction Publique.

**Article 29** : par dérogation aux articles 26, 27 et 28 ci-dessus, les fonctionnaires des collectivités territoriales peuvent être recrutés sans concours dans les cas suivants :

- nécessité de recrutement sur titre pour pourvoir à certains emplois particuliers pour lesquels le nombre des candidats est inférieur au nombre de postes à pourvoir ;
- au titre des emplois réservés pour les personnes handicapées dans la limite des quotas fixés par les statuts particuliers.

## **Chapitre 2 : Du stage probatoire et de la titularisation**

**Article 30** : Les candidats admis au concours de recrutement sont nommés en qualité de fonctionnaires stagiaires du corps correspondant à l'emploi de recrutement.

Ils ne peuvent être titularisés dans l'un des grades de ce corps qu'après avoir satisfait aux exigences du stage probatoire.

Le stage probatoire est une période d'essai qui a pour objet de confirmer les aptitudes morales et professionnelles de l'agent recruté pour l'accomplissement d'une carrière et de le former à la pratique des emplois, à la connaissance de la collectivité territoriale et aux exigences du service public local.

La durée du stage probatoire est d'un (1) an renouvelable une fois.

**Article 31** : Les modalités d'organisation du stage et le régime des fonctionnaires stagiaires sont déterminés par arrêté du Ministre chargé de la tutelle des collectivités territoriales.



## **TITRE IV : DES POSITIONS STATUTAIRES**

### **Chapitre premier : Des dispositions générales**

**Article 32 :** Tout fonctionnaire de collectivité territoriale est placé dans l'une des positions ci-après :

- l'activité ;
- la mise à disposition ;
- le détachement ;
- la disponibilité ;
- la position de stage ;
- la position sous les drapeaux ;
- la suspension des fonctions ;
- la position hors cadre.

### **Chapitre 2 : De la position d'activité**

**Article 33 :** L'activité est la position du fonctionnaire de collectivité territoriale qui, régulièrement titularisé dans un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants dans une collectivité territoriale.

**Article 34 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale, en activité, ne peut être affecté qu'à l'un des emplois permanents de la collectivité territoriale concernée.

L'occupation d'un autre emploi par le fonctionnaire de collectivité territoriale nécessite que celui-ci soit placé dans une position autre que la position d'activité.

**Article 35 :** L'emploi d'affectation doit correspondre à la catégorie et au cadre d'appartenance du fonctionnaire de collectivité territoriale. En outre, ce dernier doit être titulaire, dans le corps, d'un grade équivalent au niveau hiérarchique de son emploi lorsque des dispositions réglementaires déterminent de façon précise le grade en question.

**Article 36 :** La mobilité des fonctionnaires entre les collectivités territoriales, s'effectue par entente mutuelle directe. Les modalités de gestion de cette mobilité sont déterminées par arrêté du Ministre chargé des collectivités territoriales.

**Article 37 :** Sont assimilés à la position d'activité, du point de vue de la carrière, les autorisations d'absence et les congés.

**Article 38 :** Des autorisations d'absence avec traitement, pour des événements familiaux et non déductibles du congé de repos annuel, peuvent être accordées aux fonctionnaires de collectivité territoriale dans la limite de dix (10) jours au maximum par an.

La liste de ces événements familiaux est fixée par voie réglementaire.

Au-delà du cumul annuel autorisé, il est fait déduction des jours excédentaires dans le congé de repos annuel du fonctionnaire.

**Article 39 :** Les congés autorisés par le présent statut sont :

- le congé de repos annuel ;



- le congé de maternité ;
- le congé de maladie ;
- le congé sans traitement ;
- les congés exceptionnels.

**Article 40 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale a droit à un congé de repos annuel avec traitement, d'une durée de trente (30) jours, après onze (11) mois de service accompli, avec possibilité de cumul n'excédant pas deux (2) mois, pour nécessités de service.

**Article 41 :** La femme fonctionnaire d'une collectivité territoriale a droit à un congé de maternité à l'occasion de son accouchement.

La durée maximale de ce congé est de quatorze (14) semaines consécutives, à raison de six (6) semaines avant et huit (8) semaines après l'accouchement.

La jouissance consécutive d'un congé de maternité et d'un congé de repos annuel est autorisée.

**Article 42 :** Le congé de maladie couvre les interruptions de service pour raisons de santé. Il concerne la période d'hospitalisation, celle du repos médical, ou de la convalescence.

Il peut être de courte ou de longue durée, mais ne peut excéder cinq (5) ans.

**Article 43 :** Les congés exceptionnels couvrent les interruptions de service justifiées par :

- la participation à un concours ;
- la participation à des actions ou manifestations d'intérêt national, local ou dans le cadre d'une mission d'intérêt public, sur présentation d'une réquisition écrite et établie par l'autorité compétente ;
- la participation à un congrès syndical, à des activités de formation syndicale ou autres missions syndicales excédant dix (10) jours pour les représentants officiels d'un syndicat de fonctionnaires de collectivité territoriale ;
- la participation à un congrès politique ou à des missions politiques pour les représentants dûment mandatés des formations politiques ;
- l'exercice des fonctions ou des mandats publics électifs à temps partiel compatible avec l'occupation normale de l'emploi, pendant la durée des sessions des organes élus ;
- le congé libérable ;
- l'accomplissement de devoirs religieux ou coutumiers dont la liste est précisée par voie réglementaire ;
- le veuvage de la femme fonctionnaire de collectivité territoriale.

**Article 44 :** Les congés sans traitement sont accordés :

- au fonctionnaire stagiaire de collectivité territoriale ayant épuisé ses droits aux congés de maladie de courte durée, de longue durée ou de convalescence et reconnu inapte à reprendre service. La durée maximale de ce congé est d'un an renouvelable une (1) fois ;



- au fonctionnaire stagiaire de collectivité territoriale pour suivre son conjoint, si ce dernier est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné de celui où l'autre conjoint exerce ses fonctions. Ce congé est accordé pour une durée d'un an maximum, renouvelable une fois ;
- à la femme fonctionnaire stagiaire de collectivité territoriale, pour élever un enfant âgé de moins de cinq (5) ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus. La durée de ce congé est d'un an maximum, renouvelable une fois.

### **Chapitre 3 : De la mise à disposition**

**Article 45 :** La mise à disposition est la position dans laquelle est mis le fonctionnaire d'une collectivité territoriale, appelé à évoluer dans un établissement public relevant de ladite collectivité, auprès d'une autre collectivité territoriale ou à remplir un mandat électif à temps plein dans les organismes directeurs des syndicats constitués à l'échelon national.

Dans cette position, le fonctionnaire conserve ses droits au traitement, à l'avancement, aux prestations familiales et à la retraite.

A la fin de la période de mise à disposition, le fonctionnaire est réintégré d'office dans sa collectivité territoriale d'origine.

### **Chapitre 4 : Du détachement**

**Article 46 :** Le détachement est la position du fonctionnaire, autorisé à suspendre l'exercice de ses fonctions auprès de la collectivité territoriale où il exerce, en vue d'occuper momentanément, un nouvel emploi auprès d'une autre institution parapublique ou privée présentant un intérêt général.

**Article 47 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale, détaché, demeure soumis aux dispositions statutaires de son corps d'appartenance pour ce qui concerne sa qualité de fonctionnaire et ses droits à l'avancement.

Les conditions dans lesquelles peut intervenir le détachement sont déterminées par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 48 :** Le détachement est accordé par le Président du Conseil de la collectivité territoriale soit à la demande du fonctionnaire, après avis favorable de l'organisme de détachement, soit à la demande de l'organisme de détachement, après accord du fonctionnaire concerné, soit d'office dans le cas d'exercice d'une fonction publique ou d'un mandat électif.

Le détachement est révocable dans les mêmes formes et à tout moment.

### **Chapitre 5 : De la disponibilité**

**Article 49 :** La disponibilité est la position du fonctionnaire de collectivité territoriale qui, placé hors de la collectivité territoriale dont il relève, cesse de bénéficier dans cette position, de son traitement et de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Les conditions dans lesquelles peut intervenir la disponibilité sont déterminées par décret pris en Conseil des Ministres.



**Article 50** : La disponibilité est accordée par arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale, soit à la demande de l'agent, soit d'office.

Le fonctionnaire de collectivité territoriale est mis en disponibilité d'office dans les deux (2) cas suivants :

- à l'issue d'un détachement, d'une disponibilité sur demande ou d'une mise en position hors cadre, en l'absence d'emploi vacant ou en cas de refus de l'emploi proposé ;
- après avis d'un conseil médical lorsque le fonctionnaire a épuisé ses droits à congés de maladie ordinaires et de convalescence et qu'il ne peut reprendre son activité.

### **Chapitre 6 : De la position de stage**

**Article 51** : La position de stage est celle dans laquelle est placé le fonctionnaire de collectivité territoriale, régulièrement autorisé à effectuer à temps plein, une formation professionnelle, une spécialisation ou un perfectionnement effectués exclusivement dans le cadre des plans de formation adoptés par la collectivité territoriale.

Toute formation non prévue par le plan de formation de la collectivité territoriale ne donne pas droit à une mise en position de stage.

### **Chapitre 7 : De la position sous les drapeaux**

**Article 52** : La position sous les drapeaux est celle dans laquelle est placé un fonctionnaire incorporé dans une formation militaire pour y accomplir son temps de service légal.

Dans cette position le fonctionnaire perd tout droit au traitement. Toutefois il bénéficie de la solde militaire.

**Article 53** : En cas de mobilisation générale ou de rappel sous les drapeaux, le fonctionnaire de collectivité territoriale mobilisé, bénéficie des mêmes dispositions applicables aux agents de la fonction publique de l'État.

### **Chapitre 8 : De la suspension de fonction**

**Article 54** : La suspension est la position du fonctionnaire de collectivité territoriale à qui il est fait interdiction d'exercer ses fonctions en raison d'une faute grave qu'il a ou aurait commise en violation de ses obligations professionnelles ou en infraction à la loi pénale.

La suspension a un caractère essentiellement conservatoire. Elle n'a pas un caractère de sanction disciplinaire.

### **Chapitre 9 : De la position hors cadre**

**Article 55** : La position hors cadre est la position dans laquelle un fonctionnaire détaché, soit auprès d'une entreprise publique dans un emploi ne conduisant pas à la pension du régime général des retraites, soit auprès d'organismes internationaux, ou mis en position de disponibilité pour exercer une activité, peut être placé, sur sa demande, pour continuer à servir dans la même entreprise ou le même organisme.



Dans cette position, le fonctionnaire cesse de bénéficier de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Le fonctionnaire en position hors cadre est soumis aux régimes statutaires ou de retraites régissant la fonction qu'il exerce dans cette position.

**Article 56** : Un décret pris en Conseil des Ministres précise les modalités d'application des différentes positions statutaires.

### **Chapitre 10 : Des incompatibilités**

**Article 57** : L'occupation d'un emploi permanent de fonctionnaire de collectivité territoriale est incompatible avec l'exercice des fonctions suivantes :

- fonction de membre de Gouvernement ;
- mandat de député ;
- fonction de membre de la Cour Constitutionnelle ;
- mandat de président de conseil de collectivité territoriale ;
- mandat de membre permanent des institutions constitutionnelles ;
- chef traditionnel.

## **TITRE V : DES DROITS ET DES OBLIGATIONS**

### **Chapitre 1 : Des droits et des garanties**

**Article 58** : Les fonctionnaires de collectivité territoriale jouissent des droits et des libertés reconnus par la Constitution. Ils peuvent créer librement des associations ou des syndicats professionnels, y adhérer et y exercer des mandats dans le respect des lois et règlements de la République.

**Article 59** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale est libre de ses opinions politiques, syndicales, philosophiques et religieuses.

Aucune mention de celles-ci ne doit figurer dans son dossier individuel.

Toutefois, l'expression de ces opinions doit se faire en dehors du service, avec la réserve appropriée aux fonctions exercées et dans le respect de la loi.

**Article 60** : L'appartenance ou non à une organisation professionnelle ne doit entraîner aucune conséquence en ce qui concerne le recrutement, l'avancement, l'affectation et, d'une manière générale, la situation des agents soumis au présent statut.

**Article 61** : Le droit syndical s'exerce dans les conditions définies par les textes en vigueur.

**Article 62** : Aucune distinction ne peut être faite entre les fonctionnaires régis par le présent statut en raison de leur sexe, de leur handicap ou de leur appartenance ethnique.

Toutefois, il peut être tenu compte des aptitudes physiques requises pour l'exercice de certaines fonctions.

**Article 63** : Le droit de grève est reconnu aux fonctionnaires de collectivité territoriale pour la défense de leurs intérêts matériels, moraux et professionnels collectifs dans les conditions fixées par les textes en vigueur.



**Article 64 :** Les fonctionnaires de collectivité territoriale ne peuvent cesser collectivement le travail qu'après l'expiration d'un délai minimum de soixante-douze (72) heures suivant la notification, à l'autorité qui a le pouvoir de nomination, d'un préavis écrit, énonçant les motifs et la durée de la grève envisagée. La notification du préavis est faite par les organisations professionnelles des fonctionnaires.

Les fonctionnaires de collectivité territoriale qui cessent le travail en violation des dispositions de l'alinéa précédent, peuvent immédiatement faire l'objet de sanctions disciplinaires.

**Article 65 :** L'autorité qui a le pouvoir de nomination peut, à tout moment, procéder à la réquisition des fonctionnaires de collectivité territoriale qui occupent des fonctions indispensables à la sécurité des personnes et des biens, au maintien de l'ordre public, à la continuité du service public ou à la satisfaction des besoins essentiels de la collectivité territoriale.

La liste des postes ou fonctions ainsi définis est fixée par décret pris en conseil de Ministres. La réquisition des fonctionnaires occupant des postes figurant sur cette liste est notifiée par ordre de service dûment signé.

**Article 66 :** Les fonctionnaires requis conformément aux dispositions ci-dessus et n'ayant pas obtempéré à la réquisition, peuvent faire l'objet de sanctions disciplinaires sans bénéficier des garanties prévues aux articles 58, 59 et 60 de la présente loi.

**Article 67 :** En aucun cas, le droit de grève ne peut porter atteinte aux libertés individuelles des travailleurs et à la continuité du service public.

**Article 68 :** La collectivité territoriale est tenue d'assurer la protection du fonctionnaire contre les menaces, les outrages, les attaques, les injures ou les diffamations dont il pourrait être victime dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Elle est tenue également de réparer, le cas échéant, le préjudice matériel qui en résulte et subroge aux droits de la victime.

**Article 69 :** La collectivité territoriale dénonce sans délai, les infractions dont le fonctionnaire est victime, devant les autorités judiciaires, nonobstant la plainte qui pourrait être déposée par la victime elle-même.

**Article 70 :** La collectivité territoriale se substitue au fonctionnaire durant toute la procédure, excepté pour le témoignage.  
Elle se constitue partie civile au nom du fonctionnaire.

Elle dispose en outre, aux mêmes fins, d'une action directe qu'elle peut exercer au besoin par voie de constitution de partie civile devant les juridictions.

**Article 71 :** La faute commise par le fonctionnaire d'une collectivité territoriale, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, peut engager la responsabilité de ladite collectivité, indépendamment de ses conséquences disciplinaires éventuelles.

**Article 72 :** Lorsque le fonctionnaire est poursuivi par un tiers pour faute de service, la collectivité territoriale doit, dans la mesure où une faute personnelle détachable de ses fonctions n'est pas imputable à ce fonctionnaire, le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui.



La collectivité exerce à l'encontre de ce fonctionnaire une action récursoire indépendamment des sanctions disciplinaires éventuellement encourues.

**Article 73** : Le fonctionnaire et les membres de sa famille ont droit à la prise en charge médicale par la collectivité territoriale; des frais de consultation, d'examen, d'hospitalisation et éventuellement d'évacuation sanitaire conformément à la réglementation en vigueur applicable aux fonctionnaires de la fonction publique de l'État.

**Article 74** : Lorsqu'un fonctionnaire de collectivité territoriale s'estime lésé dans ses droits, il dispose des voies de recours administratif et de recours contentieux. Le recours contentieux est porté devant les juridictions compétentes.

**Article 75** : Les fonctionnaires de collectivité territoriale ont droit à la formation, à la spécialisation et au perfectionnement en cours d'emploi.

**Article 76** : La collectivité territoriale est tenue d'ouvrir à chaque fonctionnaire, un dossier individuel dans lequel sont classés sans discontinuité, tous les actes et pièces intéressant la situation administrative du fonctionnaire.

**Article 77** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale peut prétendre, après cessation définitive de ses fonctions, à une pension de retraite, dans les conditions fixées par le régime des pensions qui lui est applicable.

## **Chapitre 2 : Des obligations**

**Article 78** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale est, vis à vis de la collectivité territoriale, dans une situation statutaire et réglementaire.

**Article 79** : Le fonctionnaire doit servir la collectivité territoriale avec dévouement, dignité, loyauté et intégrité. Il doit, notamment veiller à tout moment, à la protection et à la promotion des intérêts de la collectivité et éviter, dans le service comme dans la vie privée, tout ce qui est de nature à compromettre le renom de la collectivité territoriale.

**Article 80** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale doit consacrer l'intégralité de son activité professionnelle à la collectivité territoriale. Il est tenu d'être présent à son poste de travail pendant les heures légales de travail et d'assurer par lui-même, les tâches qui lui sont confiées.

**Article 81** : Il est interdit au fonctionnaire de collectivité territoriale d'avoir, par lui-même ou par personne interposée, sous quelque dénomination que ce soit, des intérêts dans une entreprise soumise au contrôle de sa collectivité territoriale ou en relation avec elle, qui sont de nature à compromettre son indépendance.

**Article 82** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale ne peut exercer des activités commerciales ou lucratives de nature à nuire aux intérêts de la collectivité ou susceptibles de l'empêcher de se consacrer à ses obligations professionnelles.

Il peut toutefois, dans des conditions définies par décret pris en Conseil des Ministres, être autorisé à commercialiser ses productions littéraires, scientifiques, artistiques et agro-pastorales non industrielles, à effectuer des expertises ou des consultations et à dispenser des enseignements se rattachant à ses compétences.



**Article 83 :** Lorsque le conjoint d'un fonctionnaire de collectivité territoriale exerce une activité privée lucrative, déclaration doit en être faite à l'autorité investie du pouvoir de nomination à l'égard de ce fonctionnaire. Celle-ci prend, s'il y a lieu, les mesures propres à sauvegarder les intérêts de l'administration.

**Article 84 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale est tenu d'exécuter loyalement les ordres et instructions de ses supérieurs hiérarchiques sous réserve du respect des dispositions de la loi relative à l'ordre manifestement illégal.

**Article 85 :** Sans considération de rang, tout fonctionnaire de collectivité territoriale est responsable des tâches qui lui sont confiées.

Lorsqu'il est chargé d'assurer le fonctionnement d'un service, le fonctionnaire de collectivité territoriale est responsable devant ses supérieurs hiérarchiques. Il n'est dégagé d'aucune responsabilité qui lui incombe par le fait de ses subordonnés.

**Article 86 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale est soumis aux obligations de secret et de discrétion professionnels pour tout ce qui concerne les documents, les faits et les informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, dans la mesure où la divulgation de ces faits et informations peut nuire aux intérêts des usagers ou de la collectivité territoriale. Il reste soumis à cette obligation même après la cessation de fonction.

En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, le fonctionnaire ne peut être délié des interdictions édictées à l'alinéa précédent qu'avec l'accord préalable de l'autorité dont il relève.

**Article 87 :** Nonobstant les dispositions de l'article 86 ci-dessus, le fonctionnaire de collectivité territoriale est tenu de répondre aux demandes d'information des administrés, dans le respect des règlements fixant pour chaque collectivité ou service, les conditions de communication des documents ou informations de service.

**Article 88 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale doit en toutes circonstances assurer ses fonctions en toute impartialité et se garder de tout acte discriminatoire à l'égard des usagers du service public ainsi que de tout comportement de nature à faire douter de la neutralité du service public.

À ce titre, il est interdit notamment, d'organiser des activités politiques ou d'installer dans l'administration publique, de manière formelle ou informelle, des cellules ou toute autre forme de représentation à caractère politique.

**Article 89 :** Le respect de l'obligation de discrétion professionnelle ne fait pas obstacle à la dénonciation dans les conditions fixées par la loi, des infractions dont le fonctionnaire de collectivité territoriale a pu avoir connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ni aux témoignages qu'il peut être appelé à faire à la demande d'une autorité judiciaire habilitée.

**Article 90 :** Il est interdit aux fonctionnaires de collectivité territoriale de :

- solliciter, accepter, réclamer ou recevoir, directement ou indirectement, tout paiement, don, cadeaux ou autre avantage en espèces ou en nature, pour s'acquitter ou s'abstenir de s'acquitter de leurs fonctions ou obligations même en dehors de l'exercice de ces fonctions, mais en raison de celles-ci ;



- offrir un cadeau ou un autre avantage susceptible d'avoir en leur faveur ou en faveur des membres de leurs familles ou de leurs amis, une influence sur le jugement ou les actions d'une personne ;
- utiliser les biens publics ou requérir les services d'un subordonné pour des activités autres que celles relevant de leurs fonctions ou de leurs mandats.

**Article 91** : Tout manquement aux dispositions du présent chapitre constitue une faute passible d'une sanction disciplinaire, sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues.

## **TITRE VI : DE LA REMUNERATION ET DES AVANTAGES**

### **Chapitre premier : De la rémunération**

**Article 92** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale a droit, après service fait, à une rémunération comprenant :

- le traitement soumis à retenue pour pension ;
- les allocations familiales.

Il peut, en outre bénéficier :

- a. des primes valorisant certains emplois ou rétribuant des travaux supplémentaires effectifs, des sujétions ou des risques inhérents à l'emploi ;
- b. des indemnités diverses ;
- c. des avantages en nature.

**Article 93** : Le traitement soumis à retenue pour pension est défini par un coefficient dénommé indice de traitement, affecté à chaque grade et échelon de la hiérarchie des corps des fonctionnaires de collectivité territoriale.

Le montant annuel de ce traitement est déterminé par application de la valeur du point indiciaire à chacun des indices de la grille de traitement.

**Article 94** : La valeur du point indiciaire et le classement indiciaire des corps des fonctionnaires des collectivités territoriales sont déterminés par décret pris en Conseil des Ministres.

Le taux et les conditions d'octroi des allocations familiales, la nature, le taux et les conditions d'octroi des primes et ou des indemnités et les avantages en nature ainsi que les conditions de leur attribution sont déterminés par les conseils des collectivités territoriales respectifs.

Un décret pris en Conseil des Ministres détermine les taux minima et maxima de ces différents avantages.

**Article 95** : Le paiement des traitements s'effectue à la fin de chaque mois, conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation en matière de comptabilité publique.



**Article 96 :** Nonobstant le bénéfice de certains avantages en nature ou en numéraire dont peuvent jouir les fonctionnaires des collectivités territoriales, ils ne peuvent bénéficier de traitements, salaires, indemnités ou allocations ayant pour effet de créer pour lesdits fonctionnaires, une situation plus avantageuse que celle des fonctionnaires de l'État de niveau équivalent.

**Article 97 :** La rémunération et les indemnités auxquelles a droit le fonctionnaire de collectivité territoriale sont à la charge de la collectivité territoriale ou du service utilisateur, le cas échéant.

## **Chapitre 2 : Des avantages**

**Article 98 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale bénéficie d'une protection sociale en matière de risque professionnel, de retraite, de pension et de soins de santé.

Il est assujéti au Fonds National de Retraite dans les mêmes conditions que celles des agents régis par le statut général de la fonction publique de l'État.

En outre, des avantages en numéraire ou en nature peuvent être accordés à l'ensemble ou à certaines catégories de fonctionnaires de collectivité territoriale, sur décision de l'organe délibérant, dans les conditions déterminées par décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 99 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale qui, dans l'exercice de ses fonctions, se distingue particulièrement par son dévouement à la cause publique ou par sa contribution exceptionnelle à l'efficacité du service, peut recevoir les récompenses non monétaires suivantes :

- la lettre d'encouragements ;
- la lettre de félicitations ;
- le témoignage officiel de satisfaction ;
- la proposition à la médaille dans un titre ou grade honorifique ;
- la promotion au grade.

## **TITRE VII : DE L'EVALUATION, DE L'APPRECIATION ET DE L'AVANCEMENT**

### **Chapitre premier : De l'évaluation**

**Article 100 :** Tout fonctionnaire de collectivité territoriale, quel que soit l'emploi qu'il occupe, est évalué annuellement par son supérieur hiérarchique immédiat. Les résultats de l'évaluation sont notifiés au fonctionnaire évalué.

L'évaluation a pour objectif de donner aux administrations des collectivités territoriales, les moyens de s'assurer de la qualité et de l'efficacité du fonctionnaire. Elle vise la promotion du professionnalisme et du mérite et se traduit, annuellement, par une appréciation et une note chiffrée attribuées à tout fonctionnaire de collectivité territoriale en activité ou en service détaché.

**Article 101 :** Toute évaluation abusive ou de complaisance expose son auteur à des sanctions disciplinaires.



**Article 102 :** Le fonctionnaire peut contester le résultat de l'évaluation devant un comité ad' hoc d'évaluation créé à cet effet.

**Article 103 :** Les modalités, les outils, les critères et la procédure d'évaluation du fonctionnaire de collectivité territoriale sont déterminés par décret pris en conseil des Ministres.

## **Chapitre 2 : De l'appréciation**

**Article 104 :** L'appréciation est la résultante de l'évaluation matérialisée par une fiche d'évaluation. Elle est exprimée en :

- Excellent ;
- Très bon ;
- Bon ;
- Faible ;
- Insuffisance professionnelle notoire.

**Article 105 :** L'appréciation doit refléter, à l'exclusion de toutes autres considérations, la performance du fonctionnaire de collectivité territoriale pendant la seule période de référence.

L'appréciation « Excellent » donne droit à un avancement de grade lorsque les conditions d'ancienneté sont remplies.

L'appréciation « Très bon » donne droit à un avancement de grade sous réserve du respect des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 108 ci-dessous et des conditions d'ancienneté exigées pour l'avancement au grade.

L'appréciation « Bon » donne droit à un avancement d'un (1) échelon sous réserve de l'existence dans le grade d'un échelon supérieur à l'échelon déjà atteint.

L'appréciation « Faible » ne donne droit à aucun avancement.

L'appréciation « Insuffisance professionnelle notoire » entraîne la radiation des effectifs des fonctionnaires de collectivité territoriale dans les conditions prévues aux articles 138 et 140 de la présente loi.

## **Chapitre 3 : De l'avancement**

**Article 106 :** L'avancement des fonctionnaires de collectivité territoriale comprend l'avancement d'échelon et l'avancement au grade. Il a lieu de façon continue d'échelon à échelon et de grade à grade.

**Article 107 :** L'avancement d'échelon a lieu tous les deux (2) ans de façon continue, d'échelon à échelon, au vu des résultats de l'évaluation de la dernière année. Il se traduit par une augmentation de traitement. Il est constaté par arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale.

**Article 108 :** L'avancement au grade du fonctionnaire de collectivités territoriales s'effectue de façon continue, de grade à grade, à l'intérieur du corps d'appartenance. Il donne à son bénéficiaire, vocation à occuper l'un des emplois correspondant au nouveau grade.



L'avancement au grade est exclusivement fondé sur le mérite.

Les pourcentages d'effectifs théoriques par grade sont les suivants :

- titulaires du grade initial 2<sup>ème</sup> classe : 40 % ;
- titulaires du grade intermédiaire 1<sup>ère</sup> classe : 30 % ;
- titulaires du grade principal ou classe principale : 20 % ;
- titulaires du grade terminal ou classe exceptionnelle : 10%.

L'avancement au grade est constaté par arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale concernée, sur proposition de la Commission d'avancement et de titularisation.

## **TITRE VIII : DE LA FORMATION ET DE LA PROMOTION** **DE CATEGORIE**

### **Chapitre premier : De la formation**

**Article 109** : La formation est un droit reconnu aux fonctionnaires de collectivité territoriale.

Les collectivités territoriales ont l'obligation, conformément au plan de formation adopté, d'assurer la formation professionnelle, le perfectionnement et la spécialisation nécessaires à leurs agents.

**Article 110** : La formation professionnelle, le perfectionnement et la spécialisation prévus à l'article 109 ci-dessus doivent s'exercer conformément aux besoins réels de la collectivité territoriale, contenus dans le plan de formation et aux conditions d'âge et d'ancienneté prévues aux articles 111, 112 et 113 ci-dessous.

**Article 111** : Trois (3) types de formation sont offerts aux fonctionnaires de collectivité territoriale :

- les formations professionnelles d'une durée supérieure ou égale à neuf (9) mois, sanctionnées par un diplôme, donnant droit à l'accès à une catégorie supérieure ;
- la spécialisation d'une durée supérieure ou égale à un (1) an donnant droit à une bonification d'échelon ;
- le perfectionnement sans avantage statutaire qui constitue une simple actualisation des connaissances professionnelles.

Les modalités de mise en formation ainsi que les avantages statutaires y afférents sont déterminés par décret pris en conseil des Ministres.

**Article 112** : Ne peuvent être autorisés à effectuer une formation professionnelle en vue d'accéder à une catégorie hiérarchiquement supérieure que les fonctionnaires de collectivité territoriale, titularisés ou reclassés depuis au moins trois (3) ans.

**Article 113** : Les candidats retenus pour suivre une formation professionnelle sont mis en position de stage par décision du Président du Conseil de la collectivité territoriale.

### **Chapitre 2 : De la promotion de catégorie**

**Article 114** : Le reclassement après une formation professionnelle se fait dans la nouvelle catégorie au grade et à l'échelon comportant un indice de traitement immédiatement supérieur à celui dont bénéficie l'agent dans son ancienne catégorie.



## **TITRE IX : DE LA DISCIPLINE**

### **Chapitre premier : Des dispositions générales**

**Article 115** : Le pouvoir de sanction disciplinaire appartient au Président du Conseil de la collectivité territoriale qui l'exerce après communication du dossier individuel au fonctionnaire incriminé et après avis du Conseil de discipline.

**Article 116** : Le président du conseil de collectivité territoriale qui prononce une sanction disciplinaire doit se référer expressément à l'obligation professionnelle violée.

Il doit en outre indiquer les circonstances de la faute, confirmer son imputabilité au fonctionnaire en cause et motiver le degré de la sanction.

### **Chapitre 2 : Des sanctions disciplinaires**

**Article 117** : Les sanctions disciplinaires sont :

1) Pour le premier degré :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- la radiation du tableau d'avancement.

2) Pour le second degré :

- l'abaissement d'échelon ;
- l'exclusion temporaire de fonction pour une durée minimale de trois (3) mois et une durée maximale de six (6) mois ;
- la rétrogradation ;
- la mise à la retraite d'office ;
- la révocation sans suspension des droits à pension ;
- la révocation avec suspension des droits à pension.

**Article 118** : L'avertissement est infligé par le supérieur hiérarchique immédiat après une demande d'explication adressée au fonctionnaire incriminé.

Le blâme et la radiation du tableau d'avancement constituent des sanctions disciplinaires de premier degré qui sont infligées par le Président du conseil de la collectivité territoriale, après une demande d'explication adressée au fonctionnaire de collectivité territoriale incriminé.

**Article 119** : L'abaissement d'échelon, l'exclusion temporaire des fonctions, la rétrogradation, la mise à la retraite d'office et la révocation avec ou sans droit à pension constituent des sanctions de second degré.

L'abaissement d'échelon ne peut porter que sur un échelon lorsque le fonctionnaire est au deuxième échelon d'un grade.

L'exclusion temporaire entraîne la perte des primes et indemnités et la réduction de la moitié du traitement indiciaire.



La rétrogradation qui ne peut être infligée qu'au fonctionnaire d'un grade intermédiaire ou terminal a pour effet de ramener le fonctionnaire de collectivité territoriale au grade immédiatement inférieur et l'échelon correspondant à celui qu'il a atteint antérieurement.

La mise à la retraite d'office et la révocation entraînent la cessation définitive des fonctions et la radiation des effectifs de la collectivité territoriale.

**Article 120** : Les sanctions disciplinaires du second degré sont infligées par le Président du Conseil de la collectivité territoriale, après avis du Conseil de discipline.

### **Chapitre 3 : De la procédure disciplinaire**

**Article 121** : En cas de faute grave commise par un fonctionnaire de collectivité territoriale, celui-ci peut être suspendu par arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale.

Le fonctionnaire de collectivités territoriales ne fera pas l'objet de suspension lorsqu'il est poursuivi pour contravention de simple police ou pour délit d'imprudence, hormis le cas de délit de fuite concomitant ou de conduite en état d'ivresse.

Lorsqu'un fonctionnaire de collectivité territoriale fait l'objet d'une poursuite pénale, il est d'office suspendu de ses fonctions.

Lorsque les faits qui lui sont reprochés sont en même temps constitutifs d'une faute professionnelle, la procédure disciplinaire est suspendue jusqu'à l'intervention de la décision judiciaire devenue définitive.

**Article 122** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale suspendu a droit à la moitié de son traitement, sauf pour les cas de détournement des deniers de la collectivité territoriale, d'abandon de poste ou de refus de rejoindre le poste assigné. Dans tous les cas, il conserve la totalité de ses allocations familiales.

**Article 123** : La situation du fonctionnaire de collectivité territoriale, suspendu en vue de comparaître devant un conseil de discipline pour faute professionnelle, doit être définitivement réglée dans un délai de cinq (5) mois à compter de la date de la suspension.

Lorsqu'aucune décision n'est intervenue au bout de cinq (5) mois, l'intéressé perçoit à nouveau la totalité de son traitement, sans préjudice de la poursuite de l'action disciplinaire.

Lorsque l'intéressé n'a subi aucune sanction disciplinaire, il est remis en activité et a droit au remboursement des retenues opérées éventuellement sur ses traitements et à la reconstitution de sa carrière administrative.

Le remboursement est également dû et la carrière administrative reconstituée lorsque l'intéressé n'a écopé que d'un avertissement ou d'un blâme.

**Article 124** : Le délai de prescription des poursuites disciplinaires pour faute disciplinaire est de quatre (4) mois à compter de la date à laquelle la faute a été constatée.

Le délai de prescription de l'action disciplinaire contre un fonctionnaire de collectivité territoriale, objet de poursuites pénales, est de quatre (4) mois après la production de l'expédition de la décision judiciaire devenue définitive.



**Article 125 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale, frappé d'une sanction disciplinaire et qui n'a pas été exclu des cadres peut, après cinq (5) ans, s'il s'agit d'une sanction de premier degré et après dix (10) ans, s'il s'agit d'une sanction de second degré, introduire auprès du Président du Conseil de la collectivité territoriale, une demande tendant à ce qu'aucune trace de ladite sanction ne subsiste dans son dossier.

Si par son comportement général, l'intéressé a donné toute satisfaction depuis la sanction dont il a été l'objet, il est fait droit à sa demande.

L'autorité investie du pouvoir de nomination statue après avis du Conseil de discipline.

## **TITRE X : DE LA CESSATION DEFINITIVE DE FONCTION**

### **Chapitre premier : Des dispositions générales**

**Article 126 :** La cessation définitive de fonction, entraînant radiation des cadres et perte de la qualité de fonctionnaire de collectivité territoriale, résulte :

- du décès ;
- de l'admission ou de la mise à la retraite ;
- de la démission ;
- de la révocation et du licenciement.

### **Chapitre 2 : Du décès**

**Article 127 :** La carrière du fonctionnaire de collectivité territoriale prend fin avec le décès de celui-ci.

**Article 128 :** Les ayants-droit du fonctionnaire de collectivité territoriale décédé, bénéficient :

- du traitement du mois de décès ;
- du capital décès ;
- de la pension de survivants éventuellement ou, le cas échéant, du remboursement des retenues pour pension, effectuées sur son traitement.

### **Chapitre 3 : De l'admission ou de la mise à la retraite**

**Article 129 :** L'admission à la retraite du fonctionnaire de collectivité territoriale intervient d'office à l'initiative de l'administration de la collectivité territoriale dont il relève ou à la demande de l'agent.

**Article 130 :** La mise à la retraite d'office est prononcée :

- soit pour limite d'âge ;
- soit pour inaptitude physique ou mentale ;
- soit par mesure disciplinaire.

**Article 131 :** Sont obligatoirement admis à la retraite, les fonctionnaires de collectivité territoriale atteints par la limite d'âge de soixante (60) ans.



Sous réserve des exceptions prévues par les textes en vigueur, le fonctionnaire de collectivité territoriale admis à faire valoir ses droits à la retraite ne peut être rappelé pour occuper un emploi permanent.

**Article 132** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale, reconnu physiquement ou mentalement inapte à poursuivre l'exercice de ses fonctions, est d'office admis à la retraite s'il totalise plus de quinze (15) années de service ou licencié, lorsqu'il ne remplit pas les conditions d'ancienneté requise pour prétendre à la pension de retraite.

L'inaptitude peut être imputable au service ou non. Elle est établie conformément aux dispositions applicables aux agents de la fonction publique de l'État.

**Article 133** : Tout fonctionnaire de collectivité territoriale qui compte quinze (15) années de service effectif, peut solliciter son admission à la retraite anticipée. Dans ce cas, la jouissance des droits à pension est différée jusqu'à l'âge légal d'admission à la retraite.

Cette admission à la retraite anticipée ne peut être refusée.

#### **Chapitre 4 : De la démission**

**Article 134** : La démission ne peut résulter que d'une demande écrite du fonctionnaire, marquant sa volonté non équivoque de renoncer définitivement à son statut de fonctionnaire de collectivité territoriale. Elle ne prend effet qu'après acceptation du Président du Conseil de collectivité territoriale et à la date que celui-ci a fixée. Une fois acceptée, la démission est irréversible.

**Article 135** : Le fonctionnaire de collectivité territoriale qui introduit une demande de démission et qui cesse ses fonctions avant l'acceptation expresse de celle-ci par le Président du Conseil de collectivité territoriale concernée ou avant l'expiration des délais prescrits, est licencié pour abandon de poste.

**Article 136** : L'acceptation de la démission du fonctionnaire ne fait pas obstacle, le cas échéant, à l'exercice d'une poursuite judiciaire en raison de faits qui n'auraient été révélés à l'administration de la collectivité territoriale dont il relève qu'après cette acceptation.

#### **Chapitre 5 : De la révocation et du licenciement**

**Article 137** : La révocation est la cessation définitive des fonctions qui résulte de la sanction d'une faute disciplinaire du fonctionnaire. Elle est prononcée par arrêté du président du conseil de la collectivité territoriale dont relève l'intéressé, suivant la procédure disciplinaire définie par le présent statut.

**Article 138** : Le licenciement est la cessation définitive des fonctions prononcée par arrêté du président du conseil de la collectivité territoriale à l'encontre du fonctionnaire pour l'un des motifs suivants :

- perte de la nationalité nigérienne ;
- perte de droits civiques ;
- insuffisance professionnelle ;
- suppression d'emploi ;
- refus de rejoindre le premier poste d'affectation ou abandon de poste ;



- condamnation devenue définitive à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins six (6) mois.

**Article 139 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale qui vient à perdre la nationalité nigérienne ou ses droits civiques, est licencié d'office.

Le licenciement pour perte de nationalité nigérienne ou de droits civiques entraîne la suppression du droit à pension. Dans ce cas, les retenues pour pension sont remboursées au fonctionnaire.

**Article 140 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale qui fait preuve d'insuffisance professionnelle dans les emplois correspondant à son corps et à son grade, est licencié.

La décision est prise par l'autorité de nomination, après observation des formalités prescrites en matière disciplinaire. Il conserve ses droits à pension.

**Article 141 :** En cas de suppression d'emplois dévolus aux fonctionnaires de collectivité territoriale, ces derniers ne peuvent être licenciés qu'en vertu d'un arrêté du Président du Conseil de la collectivité territoriale, prévoyant notamment les conditions de préavis et d'indemnisation des intéressés.

**Article 142 :** Le licenciement du fonctionnaire stagiaire de collectivité territoriale pour refus de rejoindre le premier poste d'affectation ou pour abandon de poste est subordonné à la procédure de mise en demeure.

**Article 143 :** Lorsque la procédure de mise en demeure a été suivie, le licenciement pour refus de rejoindre le poste d'affectation ou pour abandon de poste est prononcé sans consultation du Conseil de discipline.

Dans ce cas, le fonctionnaire perd son droit à la pension, mais bénéficie du remboursement de ses retenues pour pension.

**Article 144 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale condamné définitivement à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins six (6) mois est licencié d'office.

**Article 145 :** Le fonctionnaire de collectivité territoriale ayant fait l'objet d'une révocation ou d'un licenciement sauf pour motif économique, ne peut prétendre à un nouveau recrutement dans la Fonction Publique Territoriale.

## **TITRE XI : DES DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES**

**Article 146 :** Les agents occupant un des emplois permanents au sein d'une collectivité territoriale peuvent être reversés dans les cadres et corps correspondant à leurs qualifications professionnelles à compter de la date de signature de l'acte y afférent, avec valorisation de leur ancienneté de service.

**Article 147 :** Les agents mis en position de stage avant l'entrée en vigueur du présent statut sont intégrés ou reclassés conformément aux dispositions de la présente loi.

**Article 148 :** Les agents de l'État en position de détachement auprès des collectivités territoriales, peuvent opter pour leur reversement dans les cadres et corps de la Fonction Publique Territoriale ou leur réintégration dans leur administration d'origine dans un délai d'un (1) an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.



ok/ccccr

Les agents de l'État mis à disposition des collectivités territoriales, peuvent opter pour y faire carrière sous réserve de l'avis favorable de leur administration d'origine et du Conseil de la collectivité territoriale dans un délai d'un (1) an à compter de l'entrée en vigueur du présent statut.

**Article 149** : Des textes réglementaires portant dispositions communes et particulières précisent les modalités d'application de la présente loi.

**Article 150** : Toutes les dispositions relatives aux personnels des collectivités territoriales, notamment celles relatives à la rémunération et aux divers avantages qui ne sont pas contraires au présent statut, restent et demeurent en vigueur jusqu'à l'adoption des actes réglementaires portant dispositions communes ou particulières d'application.

**Article 151** : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi, notamment celles de l'ordonnance n° 99-52 du 22 novembre 1999, portant statut général des fonctionnaires des collectivités territoriales.

**Article 152** : La présente loi est publiée au journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Niamey, le 17 juin 2019

**Signé** : Le Président de la République

**ISSOUFOU MAHAMADOU**

Le Premier Ministre

**BRIGI RAFINI**

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, de la  
Sécurité Publique, de la Décentralisation et des  
Affaires Coutumières et Religieuses

**BAZOOM MOHAMED**

**Pour ampliation :**

Le Secrétaire Général  
du Gouvernement



**ABDOU DANGALADIMA**